

tenue sous la présidence de Monsieur THERAIN, assisté(e)  
de Madame CERF et Monsieur LANCELOT, Conseillers  
En présence de Monsieur NAUD, Rapporteur public  
Madame MENIGOZ, Greffière

**08 heures 30**

01)	<b>DOSSIER N° 2500439</b>	<b>RAPPORTEURE: Madame Mathilde CERF</b>
<b>Titre de l'affaire</b>	Requête tendant à l'annulation de l'arrêté du 9 janvier 2025 de la commune de Ste Luce accordant un permis de construire à la SA SMHLM	
	<b>Nom des parties</b>	<b>Représentants des parties</b>
<b>Demandeur</b>	Madame T Madame C Madame S Monsieur B Madame M Monsieur A Monsieur D	Maître BEL AURÉLIE (Cour) Maître BEL AURÉLIE (Cour) Maître BEL AURÉLIE (Cour) Maître BEL AURÉLIE (Cour) Maître BEL AURÉLIE (Cour) Maître BEL AURÉLIE (Cour) Maître BEL AURÉLIE (Cour)
<b>Défendeur</b>	COMMUNE DE SAINTE LUCE SA SOCIETE MARTINICAISE D'HABITATIONS A LOYERS MODERES	Maître DUMONT Thomas (Cour) CABINET AUTEVILLE
02)	<b>DOSSIER N° 2400702</b>	<b>RAPPORTEURE: Madame Mathilde CERF</b>
<b>Titre de l'affaire</b>	Requête visant à annuler l'arrêté du maire du Carbet en date du 28 mai 2024 accordant à la SARL BEACH GRILL un permis de construire n° PC 972 204 24 BR 005 portant sur des travaux à réaliser sur les parcelles n° B 333 et B 339	
	<b>Nom des parties</b>	<b>Représentants des parties</b>
<b>Demandeur</b>	Monsieur V	OVEREED (Cour)
<b>Défendeur</b>	COMMUNE DU CARBET Monsieur E	Maître CATOL Joël (Cour) Maître TIBURCE MARIELLE (Cour)

**08 heures 30**

03)	<b>DOSSIER N° 2500131</b>	<b>RAPPORTEURE: Madame Mathilde CERF</b>
<b>Titre de l'affaire</b>	Requête visant à ordonner sous astreinte de 2 mois et d'un montant de 800 euros par jour, la maire de la commune de Ducos et le préfet de la Martinique à procéder d'office à la démolition de constructions litigieuses	
	<b>Nom des parties</b>	<b>Représentants des parties</b>
<b>Demandeur</b>	MARTINIQUE NUTRITION ANIMALE	SELARL DORWLING-CARTER CELCAL (Cour)
<b>Défendeur</b>	PREFECTURE DE LA MARTINIQUE COMMUNE DE DUCOS	OVEREED
<b>Observateur</b>	SAS AGRI ' PROD SCA MADIVIAL	ENJEA AVOCATS
04)	<b>DOSSIER N° 2500910</b>	<b>RAPPORTEURE: Madame Mathilde CERF</b>
<b>Titre de l'affaire</b>	Requête tendant à l'annulation de l'arrêté du préfet en date du 5 décembre 2025 portant obligation de quitter le territoire français, interdiction de retour et fixation du pays de renvoi (Ste Lucie)	
	<b>Nom des parties</b>	<b>Représentants des parties</b>
<b>Demandeur</b>	Monsieur P	Maître CORIN Vaïté (Cour)
<b>Défendeur</b>	PREFECTURE DE LA MARTINIQUE	
05)	<b>DOSSIER N° 2500421</b>	<b>RAPPORTEUR: Monsieur Frédéric LANCELOT</b>
<b>Titre de l'affaire</b>	Requête visant à annuler une décision du 27/06/24, ne comportant pas la mention des voies et délais de recours, par laquelle le maire de la commune du Carbet a rejeté la demande de protection fonctionnelle formée par un personnel le 13/05/24	
	<b>Nom des parties</b>	<b>Représentants des parties</b>
<b>Demandeur</b>	Madame T	Maître LESUEUR JULIETTE (Cour)
<b>Défendeur</b>	COMMUNE DU CARBET	Maître CATOL Joël (Cour)

**08 heures 30**

06)	<b>DOSSIER N° 2500451</b>	<b>RAPPORTEUR: Monsieur Frédéric LANCELOT</b>
<b>Titre de l'affaire</b>	Requête visant à annuler la décision de rejet de l'académie de la Martinique en date du 10/07/25 d'un recours formé par un agent le 27/02/25; ensemble faire injonction à l'administration de procéder à l'examen de la situation personnelle de l'agent en vue d'une promotion au grade de SAENES dans un délai d'un mois à compter de la notification du jugement à venir.	
	<b>Nom des parties</b>	<b>Représentants des parties</b>
<b>Demandeur</b>	Madame B	Maître CATOL Joël (Cour)
<b>Défendeur</b>	ACADEMIE DE LA MARTINIQUE	
07)	<b>DOSSIER N° 2400749</b>	<b>RAPPORTEUR: Monsieur Frédéric LANCELOT</b>
<b>Titre de l'affaire</b>	Requête visant à annuler une décision implicite de rejet prise par la DRFIP d'un recours formé le 17/04/24 par une pharmacie	
	<b>Nom des parties</b>	<b>Représentants des parties</b>
<b>Demandeur</b>	PHARMACIE CYPRIA SELARL	Maître MERAULT RÉGIS (Cour)
<b>Défendeur</b>	DIRECTION REGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES DE LA MARTINIQUE DIRECTION DU CONTROLE FISCAL SUD-EST OUTRE MER	Le directeur
08)	<b>DOSSIER N° 2500569</b>	<b>RAPPORTEUR: Monsieur Frédéric LANCELOT</b>
<b>Titre de l'affaire</b>	Requête tendant à annuler la décision en date du 16 avril 2025 par laquelle le Directeur des services pénitentiaires d'outre-Mer par intérim a rejeté sa demande de reconnaissance d'imputabilité au service de l'accident survenu le 11 mars 2025	
	<b>Nom des parties</b>	<b>Représentants des parties</b>
<b>Demandeur</b>	Monsieur G	Maître BEL AURÉLIE (Cour)
<b>Défendeur</b>	MINISTERE DE LA JUSTICE	



tenue sous la présidence de Monsieur THERAIN, assisté(e)  
de Monsieur NAUD et Monsieur LANCELOT, Conseillers  
En présence de Monsieur PHULPIN, Rapporteur public  
Madame MENIGOZ, Greffière

**10 heures 00**

01)	<b>DOSSIER N° 2500166</b>	<b>RAPPORTEUR: Monsieur Frédéric LANCELOT</b>
<b>Titre de l'affaire</b>	Requête tendant à l'annulation d'un arrêté interruptif de travaux en date du 11 février 2025 de la ville de FORT DE FRANCE	
<b>Nom des parties</b>		<b>Représentants des parties</b>
<b>Demandeur</b>	SARL PRESTIGE INVESTISSEMENTS	BARRET & MENANTEAU - AVOCATS & CONSEILS (Cour)
<b>Défendeur</b>	COMMUNE DE FORT DE FRANCE PREFECTURE DE LA MARTINIQUE	JURISCARIB (Cour)
02)	<b>DOSSIER N° 2500265</b>	<b>RAPPORTEUR: Monsieur Frédéric LANCELOT</b>
<b>Titre de l'affaire</b>	Requête sollicitant l'annulation de la décision de rejet du 13 mars 2025 prise par la DGFIP972 à la suite d'un réclamation contentieuse contestant le recouvrement de l'IR sur les revenus 2020 et 2021	
<b>Nom des parties</b>		<b>Représentants des parties</b>
<b>Demandeur</b>	Madame M	Maître CHAÏA Férial (Cour)
<b>Défendeur</b>	DIRECTION REGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES DE LA MARTINIQUE	Le directeur
03)	<b>DOSSIER N° 2500529</b>	<b>RAPPORTEUR: Monsieur Frédéric LANCELOT</b>
<b>Titre de l'affaire</b>	Requête tendant à l'annulation de la décision du 22 juillet 2025 par laquelle la rectrice a affecté M. N à l'Ecole de Maîtrise de la cathédrale.	
<b>Nom des parties</b>		<b>Représentants des parties</b>
<b>Demandeur</b>	OGEC DE L'ECOLE DE LA MAITRISE DE LA CATHEDRALE	LABOR & CONCILIUM (Cour)
<b>Défendeur</b>	ACADEMIE DE LA MARTINIQUE	
<b>Intervenant</b>	NOIRAN GILLES	Maître CONSTANT Raphaël

**10 heures 00**

<b>04)</b>	<b>DOSSIER N° 2400730</b>	<b>RAPPORTEUR: Monsieur Guillaume NAUD</b>
<b>Titre de l'affaire</b>	Requête tendant à condamner le Centre Hospitalier Maurice Despinoy à verser à lui verser la somme de 293 200 euros au titre des préjudices matériels subis, et de 30 000 euros au titre des préjudices moraux subis.	
	<b>Nom des parties</b>	<b>Représentants des parties</b>
<b>Demandeur</b>	Madame P	INGELAERE BENJAMIN (Cour)
<b>Défendeur</b>	CENTRE HOSPITALIER MAURICE DESPINOY (EX COLSON)	RENAR-LEGRAND
<b>05)</b>	<b>DOSSIER N° 2500484</b>	<b>RAPPORTEUR: Monsieur Guillaume NAUD</b>
<b>Titre de l'affaire</b>	Requête tendant à l'annulation de la décision implicite du CHUM rejetant la demande indemnitaire de 10 000 euros au titre du préjudice matériel, moral en raison de négligences dans la gestion administrative et financière de sa carrière et de 8000 euros au titre du préjudice en raison des faits de harcèlement moral dont elle a été victime.	
	<b>Nom des parties</b>	<b>Représentants des parties</b>
<b>Demandeur</b>	Madame L	Maître KÖTH MÉLODIE (Cour)
<b>Défendeur</b>	CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE MARTINIQUE	SELARL BERTE & ASSOCIES
<b>06)</b>	<b>DOSSIER N° 2400784</b>	<b>RAPPORTEUR: Monsieur Guillaume NAUD</b>
<b>Titre de l'affaire</b>	Requête tendant à annuler toutes les dispositions des propositions de rectification respectivement, en date des 17 décembre 2021 et 29 juillet 2022	
	<b>Nom des parties</b>	<b>Représentants des parties</b>
<b>Demandeur</b>	SARL FROID ELECTRICITE CLIMATISATION EXPRESS	Maître EL HARZLI Driss
<b>Défendeur</b>	DIRECTION REGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES DE LA MARTINIQUE	Le directeur

**10 heures 00**

<b>07)</b>	<b>DOSSIER N° 2500240</b>	<b>RAPPORTEUR: Monsieur Guillaume NAUD</b>
<b>Titre de l'affaire</b>	Requête visant à annuler une décision prise le 07/02/2025 par la DGFIP / DIRCOFI sud-est outre-mer portant sur l'acceptation partielle d'une réclamation sur l'IR sur les PS.	
	<b>Nom des parties</b>	<b>Représentants des parties</b>
<b>Demandeur</b>	Monsieur P Madame P	FRADIN DE BELLABRE (Cour) FRADIN DE BELLABRE (Cour)
<b>Défendeur</b>	DIRECTION DU CONTROLE FISCAL SUD-EST OUTRE MER	
<b>08)</b>	<b>DOSSIER N° 2500679</b>	<b>RAPPORTEUR: Monsieur Guillaume NAUD</b>
<b>Titre de l'affaire</b>	Requête visant à annuler une décision prise le 28/08/25 par la Deets Martinique portant confirmation d'une décision implicite de rejet d'une demande de licenciement d'un salarié de la restauration.	
	<b>Nom des parties</b>	<b>Représentants des parties</b>
<b>Demandeur</b>	SOC DE PRODUCTION ET DE RESTAURATION BIS	AGORALEX (Cour)
<b>Défendeur</b>	Direction de l'Economie, de l'Emploi, du Travail et des Solidarités de Martinique Madame S	La Directrice Madame S
<b>09)</b>	<b>DOSSIER N° 2500909</b>	<b>RAPPORTEUR: Monsieur Guillaume NAUD</b>
<b>Titre de l'affaire</b>	Requête tendant à l'annulation de l'arrêté du préfet en date du 17 novembre 2025 portant obligation de quitter le territoire français, interdiction de retour et fixation du pays de renvoi (Ste Lucie)	
	<b>Nom des parties</b>	<b>Représentants des parties</b>
<b>Demandeur</b>	Madame S	Maître CORIN Vaïté (Cour)
<b>Défendeur</b>	PREFECTURE DE LA MARTINIQUE	

**10 heures 00**

10)	<b>DOSSIER N° 2500259</b>	<b>RAPPORTEUR: Monsieur Guillaume NAUD</b>
<b>Titre de l'affaire</b>	Requête visant à annuler une décision prise le 18/03/25 par le préfet de la Martinique portant notification d'attribution d'une aide au titre du FSOM (dossier Beryl)	
	<b>Nom des parties</b>	<b>Représentants des parties</b>
<b>Demandeur</b>	Monsieur L	Monsieur L
<b>Défendeur</b>	PREFECTURE DE LA MARTINIQUE	
11)	<b>DOSSIER N° 2500270</b>	<b>RAPPORTEUR: Monsieur Frédéric LANCELOT</b>
<b>Titre de l'affaire</b>	Requête visant à annuler une décision prise par la DRFIP le 10/03/25 rejetant une réclamation portant sur le CFE 2023	
	<b>Nom des parties</b>	<b>Représentants des parties</b>
<b>Demandeur</b>	Monsieur K	Monsieur K
<b>Défendeur</b>	DIRECTION REGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES DE LA MARTINIQUE MINISTERE DE L'ACTION ET DES COMPTES PUBLICS	Le directeur
12)	<b>DOSSIER N° 2500490</b>	<b>RAPPORTEUR: Monsieur Frédéric LANCELOT</b>
<b>Titre de l'affaire</b>	Requête visant à annuler une décision implicite de rejet née d'un recours formé le 21/05/2025, relatif à la régularisation des droits à congés annuels acquis pendant la période de congé de longue maladie.	
	<b>Nom des parties</b>	<b>Représentants des parties</b>
<b>Demandeur</b>	Madame L	Madame L
<b>Défendeur</b>	COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE	Le Président

Arrêté le 30/03/2026

Le président du tribunal